

C'EST NON !

Mardi 10 janvier, la Première ministre a annoncé le projet de contre-réforme des retraites du gouvernement. Sous prétexte de sauver un régime prétendument au bord de la faillite, c'est donc une augmentation de l'âge légal de départ à 64 ans et l'accélération de l'allongement de la durée de cotisation qui sont prévus par le gouvernement.

Guidé seulement par des considérations budgétaires, c'est sur le dos des travailleuses et des travailleurs que le gouvernement espère réaliser des économies. Pour les agent.e.s de la fonction publique territoriale, ce projet se révèle particulièrement nocif : ils sont déjà majoritairement contraints à décaler leur départ en retraite, au-delà de 62 ans dans le système actuel, et rien n'est envisagé pour reconnaître la pénibilité de nombreux métiers au-delà de la catégorie active actuelle. En outre **cette réforme pénalise particulièrement les femmes**, qui ont des carrières plus souvent discontinues que les hommes et sont plus souvent à temps partiel ou temps non complet.

Pour financer et améliorer le système actuel, d'autres voies sont possibles, à commencer par l'augmentation des salaires. Alors que les grandes entreprises engrangent des profits et versent des dividendes records à leurs actionnaires, c'est aux salarié.e.s que le gouvernement demande des sacrifices.

C'est donc bien une réforme injuste et brutale que veut mettre en œuvre le gouvernement, rejetée majoritairement par l'opinion publique et par l'ensemble des organisations syndicales.

La FSU Territoriale réaffirme son opposition catégorique à cette réforme et appelle l'ensemble des agent.e.s à manifester le 19 janvier pour le retrait de ce projet.

CONTRE LE PROJET DE REFORME DU GOUVERNEMENT, POUR UNE MEILLEURE REPARTITION DES RICHESSES, POUR NOS RETRAITES

TOUTES ET TOUS EN GREVE ET DANS LA RUE LE 19 JANVIER

